



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

SOUS-PREFECTURE DE CAMBRAI
ARRIVEE LE

16 SEP. 2016

SEANCE DU 14 SEPTEMBRE 2016

Délibération N°2016/ 109
Date de convocation : 22 août 2016
Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille seize, le 14 septembre 2016 à dix huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes de BUSIGNY, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Avèshes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

Etaient présents (59 titulaires 2 suppléants) :

Alexandre BASQUIN
Virginie LE BERRIGAUD
Christian PAYEN
Jean-Pierre THIEULEUX
Thierry WALEMME (S)
Agnès BERANGER
Denis COLLIN
Anne – Sophie MERY DUEZ
Martine THUILLEZ
Gérard TAISNE
Bernard PLET
Karine ELOIR
Bruno MANNEL
Serge SIMEON
Marc PLATEAU
Michel HENNEQUART
Jacky DUMINY
Jean-Pierre RICHEZ
Maurice DEFAUX
Jean-Marc DOSIERE
Daniel FIEVET

Hubert DEJARDIN
Jacques OLIVIER
Pierre-Henri DUDANT
Christian PECQUEUX
Francis LEBLON
Didier BONIFACE
Mélanie DISDIER
Bernard POULAIN
Serge WARWICK
Gilles PELLETIER
Jean-Claude GERARD
Charles BLANGIS
Joseph MODARELLI
Pascal FOULON
Pascal LEVEQUE
Laurence RIBES
Daniel BLAIRON
Daniel CATTIAUX
Henri QUONIOU
Jean-Paul CAILLIEZ

Yannick HERBET
Nathalie GAVE
Gérard LENOBLE
Brigitte ROLAND-BEC
Dominique LAMOURET
Guy BRICOUT
Pierre LEVEQUE
Brigitte PRUVOT
Alain GOETGHELUCK
Pierre LAUDE
Bertrand LEFEBVRE
Laurent COULON
Isabelle PIERARD
Janine TOURAINNE
Pascal COQUELLE
Michel GOUVART (S)
Augustine NOIRMAIN
Véronique NICAISE
Stéphane JUMEAUX
Axelle DOERLER

Membre(s) Excusé(s) (1) : Didier BLEUSE

Membre(s) Absent(s) (10) :

Denise LESAGE, Laurence MONTEIRO-LOPEZ, Vincent WAXIN, Jean-Félix MACAREZ, Liliane RICHOMME, Sandrine TRIOUX, Patrice BONIFACE, Jean-Louis CAUDRELIER, Marc DU-FRENNE, Chantal WAYENBERGE

Membre(s) ayant donné procuration (5) :

Frédéric BRICOUT à Agnès BERANGER, Régine DHOLLANDE à Denis COLLIN, Alain RIQUET à Guy BRICOUT, Annie DORLOT à Joseph MODARELLI, Joëlle MANESSE à Isabelle PIERARD,

Axelle DOERLER est élue secrétaire de séance.

DELIBERATIONS N°2016/109 - Objet : Gestion et exploitation des 2 centres aquatiques intercommunaux – Concession de Services – Décision sur le principe – Autorisation

Vu les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

Vu le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu l'avis favorable du Comité Technique rendu le 14 septembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux rendu le 14 septembre 2016,

VU la note explicative de synthèse et le rapport sur les modes de gestion adressés à chacun des membres du Conseil communautaire,

VU le rapport sur les modes de gestion présenté en séance et annexé à la présente délibération conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales présentant le principe de la concession de services et les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire,

DÉCISION

Le Conseil Communautaire, après examen et délibéré, DÉCIDE par 66 voix pour, 0 voix contre, 0 abstentions :

➤ **D'ADOPTER le principe de la concession de services pour la gestion et l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux** pour une durée de 62 mois dont 2 mois de période de préfiguration et 60 mois d'exploitation effective ;

➤ **D'APPROUVER** les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport ci-annexé ;

➤ **D'AUTORISER** Monsieur le Président à lancer la procédure de concession de services (et effectuer notamment les publicités nécessaires), à mener les négociations avec les différents candidats conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de Communes, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois.

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 16 septembre 2016 et de la publication

Pour expédition conforme
Caudry, le 16 septembre 2016
Le 16 septembre 2016

Vu,

Le Président,
Maire de CAUDRY
Vice-Président du Conseil Départemental



Guy BRICOUT

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.



Communauté de communes du Caudrésis et du Catésis
4C

Rapport sur les modes de gestion – Deux centres
aquatiques intercommunaux

Rapport au Conseil Communautaire

PREAMBULE

La Communauté de communes du Caudrésis et du Catésis (4C) s'est dotée de deux équipements aquatiques intercommunaux, actuellement gérés via deux marchés de services (l'un relatif à l'exploitation commerciale, l'autre à l'exploitation technique) dont les termes surviendront le 9 juillet 2017.

Ces équipements présentent les caractéristiques suivantes :

- L'équipement situé sur la commune de Le Cateau-en-Cambrésis est constitué :
 - d'un espace aquatique avec un bassin sportif de 25 mètres (6 lignes d'eau), un bassin d'apprentissage et ludique d'une profondeur de 1 mètre 20, une pataugeoire, un pentagiss extérieur, une terrasse et un solarium ;
 - d'un espace forme avec un plateau fitness et un plateau cardio ;
 - d'un espace détente avec un sauna, un hammam et un solarium ;
- L'équipement situé sur la commune de Caudry est constitué :
 - d'un espace aquatique avec un bassin sportif de 25 mètres (6 lignes d'eau), un bassin d'apprentissage, une pataugeoire, un toboggan, une terrasse et un solarium ;
 - d'un espace forme avec un plateau fitness et un plateau cardio ;
 - d'un espace détente avec un hammam, un bassin zen et parcours kreipp, deux saunas extérieurs et un solarium.

Selon l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire de la 4C doit se prononcer (i) sur le mode de gestion auquel il entend recourir pour l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux, ainsi que (ii) - dans l'hypothèse d'un choix qui se porterait sur une concession de services - sur le principe de cette concession et sur les principales caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire.

Le présent document a donc pour objet de présenter (i) les différents modes de gestion possibles et les éléments de choix ainsi que (ii) les principales caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, dans l'hypothèse où la concession de services serait retenue.

Au regard de ces éléments, le Conseil communautaire doit se prononcer sur les points suivants :

- le choix du cadre juridique de l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux ;
- le lancement de la procédure correspondante ;
- les principales caractéristiques du contrat à intervenir, dans l'hypothèse où la concession de services serait retenue.

1 LES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES ET LES ELEMENTS DE CHOIX

1.1 Les différents type de gestion possibles

Pour l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux, la 4C peut recourir :

- à un mode de gestion directe (règle) ;
- à un mode de gestion externalisée (marché de service ou concession de services).

Le choix à opérer par la 4C est donc le suivant :

- soit conserver la responsabilité pleine et entière de l'exploitation du service public, et supporter les risques associés (règle) ;
- soit décider d'associer plus étroitement une entreprise privée au service public, et lui transférer tout ou partie de la responsabilité et des risques d'exploitation (marché de service ou concession de services).

1.1.1. La règle

La règle est une modalité de gestion du service public, à travers laquelle la collectivité gère directement le service. Depuis le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux règles chargées de l'exploitation d'un service public, décret qui a profondément modifié les dispositions applicables aux régies, les collectivités n'ont la possibilité de créer que deux catégories de régie :

- soit une régie dotée de l'autonomie financière ;
- soit une régie dotée de l'autonomie financière mais également de la personnalité morale.

L'ensemble des dispositions s'appliquant aux régies sont codifiés dans le CGCT aux articles L. 1412-1 et L. 2221-1 et suivants pour les textes législatifs et R. 2221-1 et suivants pour les textes réglementaires.

On peut résumer les caractéristiques de ces deux types de régies de la manière suivante :

Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière	Régie dotée de l'autonomie financière
La création est décidée par délibération du conseil communautaire.	La création est décidée par délibération du conseil communautaire.
La délibération arrête les statuts et fixe le montant de la dotation initiale de la régie.	La délibération arrête les statuts et détermine l'ensemble des moyens mis à la disposition de la régie.
La régie est administrée par un conseil désignés par le conseil communautaire sur proposition du président.	La régie est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur qui sont sous l'autorité du président et du conseil communautaire. Les membres du conseil d'exploitation sont nommés par le conseil communautaire. Le directeur est nommé par le président sur avis du conseil d'exploitation.

Régie, conseil de la personne morale et conseil d'administration	Régie, conseil de la personne morale et conseil d'administration
Le conseil d'administration délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement de la régie.	Le conseil communal, après avis du conseil d'exploitation et dans les conditions prévues par le règlement intérieur, délibère sur toutes questions intéressant le fonctionnement de la régie.
Le budget comporte deux sections, l'une pour les opérations d'exploitation, l'autre pour les opérations d'investissement. Il est préparé par le directeur (SPIC) ou le président du conseil d'administration (SPA) et voté par le conseil d'administration.	Le budget comporte deux sections, l'une pour les opérations d'exploitation, l'autre pour les opérations d'investissement. Il est préparé par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation et voté par le conseil communal. Il est annexé à celui de la Collectivité.
Les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable du Trésor, soit à un agent comptable. Il est nommé par le préfet, sur proposition du conseil d'administration et après avis du trésorier-payeur général.	L'agent comptable est celui de la Collectivité.
La régie prend fin en vertu d'une délibération du conseil communal.	La régie prend fin en vertu d'une délibération du conseil communal.

Dans le cadre d'une gestion du service public en régie, la personne publique prend donc en charge les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion du service public.

Dès lors :

- le personnel est directement recruté par la collectivité chargée de la gestion du service public, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public ou de droit privé ;
- les biens nécessaires à l'exploitation du service public appartiennent à la personne publique ;
- le financement de la gestion du service public en régie est assuré par le budget de la personne publique.

La collectivité peut toutefois confier des prestations particulières à des tiers dans le cadre de marchés de services, de fournitures et de travaux. Le (ou les) titulaire(s) du (des) marché(s) public(s) demeure(nt) un (de) simple(s) prestataire(s) de service agissant pour le compte de la collectivité. La responsabilité du service ne lui (leur) est pas transférée.

1.1.2. Le marché de service

Toute Collectivité a la possibilité de faire réaliser l'exploitation d'un service par un marché public de service qui implique nécessairement que le titulaire soit rémunéré intégralement par la Collectivité, selon une formule de prix déterminée contractuellement et révisable. Dans cette hypothèse, c'est la Collectivité qui assume l'intégralité du risque financier et industriel.

Ce marché est conclu à titre onéreux avec un paiement de la Collectivité sur la base d'un prix. Ce prix correspond à l'ensemble des prestations prises en charge par le prestataire qui agit pour le compte de la collectivité.

La Collectivité perçoit les recettes et le risque du prestataire est limité à la bonne détermination du coût des charges.

Dans ce schéma contractuel, la Collectivité a certes la maîtrise du budget mais le risque reste principalement à sa charge.

1.1.3. La concession de services

Selon l'article L. 1411-1 alinéa 1er du Code général des collectivités territoriales : « Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité déléguante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le concessionnaire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquies des biens nécessaires au service public ».

En l'espèce, les travaux ayant été réalisés, il s'agit uniquement de confier la gestion du service à un prestataire privé.

Ce faisant, il s'agit d'un contrat de concession de services consistant en la délégation de la gestion du service, étant précisé que le concessionnaire pourra être chargé d'acquies des biens nécessaires au service.

Le concessionnaire recevra ainsi les ouvrages déjà réalisés et assurera la gestion du service. Il fera l'avance du seul fonds de roulement.

Si la 4C déléguante ne participera pas aux résultats financiers de l'exploitation, elle pourra encaisser un intérêt fixé par le contrat.

Le concessionnaire supportera les travaux de réparation et d'entretien courant ainsi qu'une partie des travaux de renouvellement (la répartition des charges entre la collectivité déléguante et le concessionnaire sera détaillée au sein du contrat de concession de services).

1.2. Les éléments de choix

Le choix du mode de gestion peut se justifier notamment au regard des critères suivants :

1.2.1 Critères techniques

En régie, la 4C devra disposer du savoir-faire nécessaire pour assumer totalement le fonctionnement des deux centres aquatiques intercommunaux, sur les plans technique, commercial, financier et juridique.

En marché de service et en concession de services, la 4C bénéficiera d'équipes spécialisées dans la gestion d'équipements aquatiques et externalisera ainsi les charges et la gestion des personnels.

Les entreprises spécialisées disposent d'une expérience et d'un savoir-faire technique et des services généraux de nature à assurer la continuité du service public, et à faire face aux difficultés de gestion liées notamment aux aléas d'exploitation.

La 4C devra impérativement se doter des moyens de contrôler l'exécution du marché de service ou de la concession de services.

1.2.2. Critères liés aux risques et aux responsabilités incombant au gestionnaire

En régie, la collectivité est responsable des dommages qui résultent de l'existence même de l'installation et supporte directement la charge du service sur ses fonds propres.

En marché de service, le titulaire est peu responsabilisé puisque la collectivité conserve l'intégralité des risques d'exploitation. En outre, la durée d'un tel marché est relativement courte et exige une mise en concurrence régulière.

En concession de services la gestion s'opère aux risques du concessionnaire qui aboutit à lui faire supporter tout ou partie de :

- l'aléa économique, tenant à l'évolution de l'activité. Il sera responsable de l'exploitation du service, ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient en résulter ;
- l'aléa financier dans la mesure où le concessionnaire assure en partie les investissements complémentaires nécessaires à l'exploitation du service et que l'externalisation est de nature à prévisons financières sur toute la durée du contrat ;
- l'aléa technique tenant à l'obligation de maintenir le bon fonctionnement continu du service. A cet égard, il sera responsable à la fois au niveau contractuel et réglementaire de la qualité du service public et du bon fonctionnement des ouvrages qui lui auront été remis, ainsi que de leur entretien ;
- la responsabilité des dommages causés tant aux usagers qu'aux tiers par le fonctionnement du service.

La concession de services ne signifie pas pour autant que la collectivité perd tout contrôle sur l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux. Elle dispose au contraire d'un devoir de contrôle formalisé notamment au travers de la communication par le concessionnaire de rapports annuels d'exploitation portant sur les conditions d'exécution du service et sur les comptes du concessionnaire.

En outre, la collectivité définit précisément les caractéristiques attendues d'exécution du service public en déterminant notamment :

- les orientations de la politique tarifaire et la fixation des tarifs ;
- les principes cadres des plannings d'utilisation par les différentes catégories d'utilisateurs ;
- les conditions d'accueil, d'encadrement et d'animation pédagogique.

Enfin, dans le cadre d'une procédure de concession de services, la collectivité dispose d'une liberté de négociation qui peut permettre de réduire au mieux les coûts du service pour les usagers, tout en garantissant une qualité du service et en respectant les principes de continuité et d'égalité du service public.

Avantages et inconvénients principaux respectifs des modes de gestion

	Régie	Marché de services	Concession de services
Avantages	<ul style="list-style-type: none">- transparence totale des comptes,- maîtrise des décisions par la collectivité,- garantie d'application des choix politiques	<ul style="list-style-type: none">- recours à un professionnel disposant de l'expertise requise- prix connu et donc prévisibilité- remise en concurrence périodique	<ul style="list-style-type: none">- exploitation aux risques du concessionnaire- savoir-faire du secteur privé- productivité suivie
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none">- nécessité de mettre en adéquation les compétences des agents et les exigences du service,- productivité nécessitant un suivi	<ul style="list-style-type: none">- responsabilité juridique, technique et financière de l'exploitation supportée par la collectivité- prix fixe et aléas supportés par la collectivité	<ul style="list-style-type: none">- perte relative de compétence de la collectivité liée à la perte relative de maîtrise du service- nécessité de mettre en œuvre un contrôle adapté pour y parer- comptes du service délégué plus difficiles à interpréter

Focus sur la comparaison régie - concession de services

Items	Régie	Concession de services
Nature du service	Un service public, car la collectivité n'a pas prérogative à se substituer à l'initiative privée.	Un service public Une part importante de flux financiers rattachables aux activités marchandes avec un taux de couverture du chiffre d'affaires important
Missions de service public	Définies par la collectivité	Définie par la collectivité au sein du contrat
Exécution du service	Par les moyens propres de la collectivité	Par les moyens propres de l'opérateur
Politique tarifaire	Définie par la collectivité	Définie par la collectivité pour les missions de service public
Risques financiers	La collectivité : elle supporte les charges d'exploitation et encaisse les recettes. Elle supporte, en conséquence, les risques financiers.	Le concessionnaire s'engage sur les charges et les recettes. L'exploitation est assurée aux risques du concessionnaire. Le cas échéant, la collectivité verse une compensation pour sujétions de service public dont les clauses et le montant sont connus sur la durée du contrat.
Equilibre économique		Recettes commerciales + recettes garanties liées aux contraintes institutionnelles imposées (scolaires, associations...) + compensation pour sujétions de service public versée par la collectivité.
Contrôle de l'activité	La collectivité	La collectivité
Responsabilité	La collectivité pour tous les faits relevant de l'exploitation, dont le risque pénal	Le concessionnaire pour tous les faits relevant de l'exploitation, le risque pénal uniquement en ce qui le concerne.
Prérogatives de la collectivité	Importantes, la collectivité peut modifier le périmètre de l'exploitation de manière unilatérale	Moyennes en cours de contrat. Les sujétions de service public sont définies en amont et n'ont pas vocation à être significativement modifiées en cours de contrat sous peine de remettre en cause l'économie générale du contrat et l'égalité de

		traitement des candidats lors de la mise en concurrence.
--	--	--

2. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE FUTUR CONCESSIONNAIRE, DANS L'HYPOTHESE OU LA CONCESSION DE SERVICES SERAIT RETENUE

2.1.1. Description du service rendu

Le futur contrat de concession de services aura pour objet de confier au concessionnaire l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux pour une durée de 62 mois dont 2 mois de préfiguration et 60 mois d'exploitation effective.

La valeur estimée du contrat de concession de services est de ~~XXXXXX~~ euros.

La méthode de calcul de cette valeur estimée du contrat est précisée en Annexe du présent rapport, en application de l'article 7 du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Le concessionnaire se verra remettre les ouvrages existants.

Le contrat imposera au concessionnaire, entre autres :

- la prise en charge et l'exploitation complète des deux équipements ;
- la gestion administrative et financière des deux équipements ;
- la mise en place de la billetterie (tickets d'entrée, cartes d'abonnements etc...) ;
- la perception des recettes sur les usagers ;
- l'accueil du public, la promotion, l'information aux usagers, la commercialisation et le développement commercial des deux équipements ;
- l'accueil des établissements scolaires selon les conditions définies par la 4C ;
- l'accueil des associations et autres institutions utilisatrices selon les conditions définies par la 4C ;
- la sécurité des installations et des usagers ;
- le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens confiés ;
- l'entretien général, la maintenance courante et le renouvellement des ouvrages, installations et biens confiés selon des modalités qui seront précisées dans le dossier de consultation des entreprises.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises.

2.1.2. Rémunération et tarification

Le concessionnaire sera rémunéré par les ressources tirées de l'exploitation du service public et des recettes à recouvrer auprès des usagers du service afin de couvrir ses charges d'exploitation.

Il pourra par ailleurs recevoir une contribution de la part de la 4C compte tenu du caractère généralement déficitaire de ce genre d'exploitation, et surtout du « niveau » des missions de service public que le gestionnaire devra mettre en œuvre à la demande de la 4C (tarification sociale pour certaines catégories d'usagers, mise à disposition de créneaux pour les besoins des structures locales, horaires d'ouverture...).

Cette contribution financière sera un élément essentiel de la négociation.

2.1.3. Personnels dédiés

Le concessionnaire gère l'activité au moyen de ses propres personnels soumis au Code du travail.

Les dispositions de l'article L. 1214-1 du Code du travail relatives à la reprise du personnel seront applicables, en début de contrat et en fin de contrat, pour les personnels affectés actuellement à l'exploitation du service.

2.1.4. Création d'une société dédiée

La 4C pourra exiger du concessionnaire la création d'une société dédiée dont l'objet sera exclusivement l'exploitation commune des deux centres aquatiques intercommunaux.

2.1.5. Modalités de contrôle

La 4C, en tant qu'autorité déléguée, conservera le contrôle du service et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : technique, comptable, environnemental, etc.

L'information du public devra faire l'objet d'une proposition spécifique du concessionnaire. Il devra y associer des représentants de la 4C.

Le concessionnaire sera ainsi soumis à de nombreuses mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.

2.1.6 Les sanctions

Dans le cadre de la future concession de services, la 4C aura la possibilité de prévoir des sanctions applicables en cas de manquements du concessionnaire à ses obligations contractuelles. Ces sanctions pourront aller, selon les cas, de sanctions pécuniaires à la sanction résolutoire.

2.1.7 Fin du contrat

Le contrat ne pourra être tacitement reconduit et la durée de la convention ne pourra être prolongée, à l'exception des cas définis au sein du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Au terme du contrat et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation du service public, seront remis par le concessionnaire à la 4C en bon état d'entretien, compte tenu de leur âge, selon les modalités et aux conditions à définir dans le contrat. Les biens de retour reviendront obligatoirement à la 4C, en fin de contrat. Les conditions de remise des biens de retour seront définies dans le contrat.

2.1.8 Déroulement de la procédure de concession de services

Cette procédure se déroulera selon les étapes suivantes :

- délibération du Conseil communautaire sur le principe et l' lancement de la procédure de passation de la concession de services ;
- publication de l'avis de concession et mise en ligne du dossier de consultation des entreprises ;
- ouverture et analyse des dossiers de candidatures par la Commission de délégation de service public et sélection des candidats admis à présenter une offre ;
- ouverture et analyse des offres par la Commission de délégation de service public et avis sur les candidats invités à participer à négocier ;
- négociations menées par le Président et, à la fin de la phase de négociations, le Président choisira le concessionnaire ;
- le Conseil communautaire, en fin de procédure, délibérera afin d'approuver le choix du Président et le projet de contrat au vu des documents qui seront communiqués aux conseillers 15 jours avant la date du Conseil.
- signature du contrat de concession de services, compris ses annexes ;
- accomplissement des formalités de transmission en Préfecture et de notification, du contrat de concession de services, compris ses annexes .

CONCLUSION

Il vous est donc demandé de vous prononcer sur le mode de gestion relatif à l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux. Dans l'hypothèse où vous privilégieriez le choix d'une gestion sous la forme d'une concession de services, il vous est demandé de vous prononcer sur le lancement de la procédure et les principales caractéristiques du contrat à intervenir.

Annexe : méthode de calcul de la valeur estimée du contrat de concession de services

ANNEXE : METHODE DE CALCUL DE LA VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES

Le présent document vient préciser la méthode de calcul de la valeur estimée du contrat de concession de services, en application de l'article 7 du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Méthode de calcul

La valeur estimée du contrat de concession de services est calculée sur la base d'un régime d'exploitation de référence répondant aux besoins de la Collectivité.

Les composantes prises en compte sont notamment :

- les amplitudes d'exploitation et les allocations horaires pour les publics spécifiques désignés par la collectivité ;
- les hypothèses de fréquentation commerciale et institutionnelle établies en considération du potentiel local, des besoins institutionnels, de l'environnement concurrentiel, de l'offre de pratique et des caractéristiques des deux centres aquatiques intercommunaux ;
- la politique tarifaire applicable aux usagers dont certaines valeurs sont définies par la collectivité ;
- les besoins en personnel intégrant les personnels susceptibles d'être repris ;
- les obligations d'entretien, maintenance et renouvellement mis à la charge du concessionnaire ;
- les autres sujétions de service public (disponibilité des ouvrages, confort thermique, communication, contrôle, information de la collectivité...) imposées au concessionnaire ;
- les investissements complémentaires en équipements et matériels d'exploitation à financer par le concessionnaire.

Ces composantes ont permis la modélisation économiques sur la durée du contrat des recettes et charges d'exploitation prévisionnelles.

Estimation de la valeur du contrat

La valeur du contrat correspond au chiffre d'affaires total du concessionnaire sur la durée du contrat.

S'agissant de l'exploitation des deux centres aquatiques intercommunaux, il correspond :

- aux recettes perçues auprès des usagers pour les espaces aquatiques, les activités encadrées, les espaces forme et détente, ainsi que les produits de ventes des distributeurs et articles de sport,

- aux paiements effectués par l'autorité concédante pour les créneaux qu'elle a réservés pour certains usagers identifiés,
- aux recettes perçues auprès des autres usagers notamment institutionnels,
- à la compensation pour sujétions de service public versée par l'autorité concédante.

Cette estimation n'intègre pas :

- des options de durée,
- l'hypothèse d'une prolongation du contrat pour motif d'intérêt général,
- des équipements et matériels d'exploitation mis à disposition du concessionnaire.